

Hausse des salaires et défense du droit de grève : l'appel des syndicats pour la journée d'action du 18 octobre

MOUVEMENT SOCIAL 17 octobre 2022 par [Maÿlis Dudouet](#)



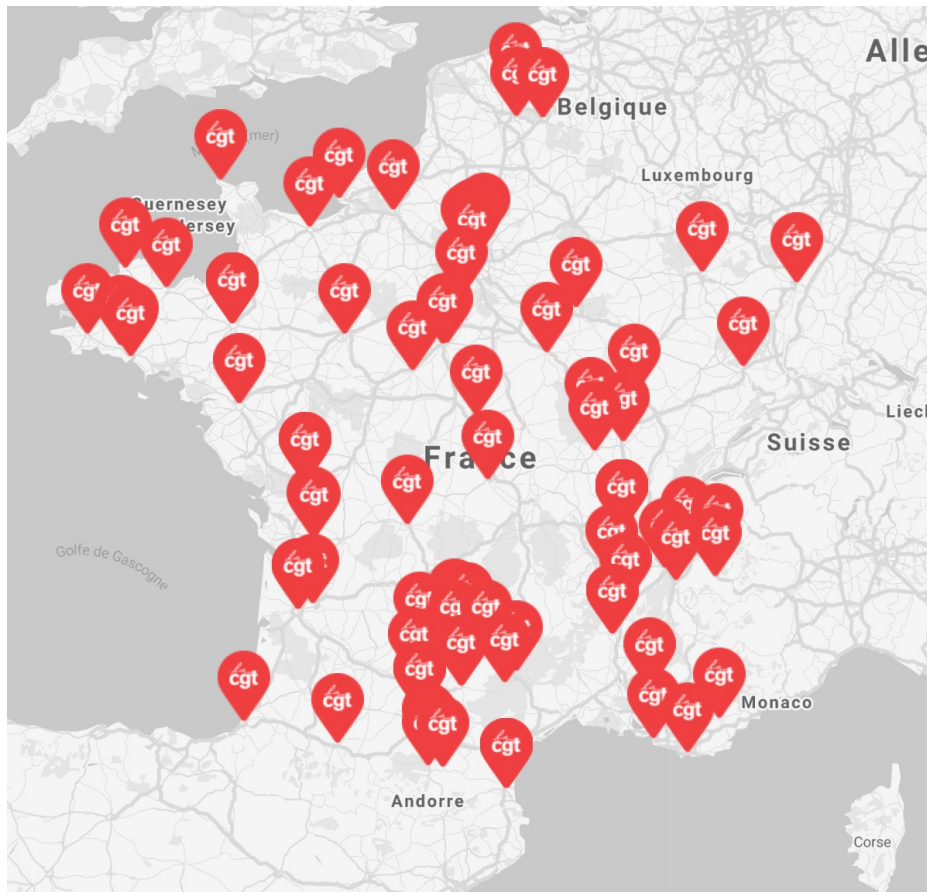
Après la réquisition des raffineurs de TotalEnergies et Esso-ExxonMobil par l'État, syndicats et organisations de jeunesse ont appelé à la grève interprofessionnelle. Des actions sont prévues le mardi 18 octobre.

« Pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève. » C'est le mot d'ordre lancé par plusieurs syndicats et organisations représentantes de la jeunesse (les syndicats CGT, FO, Solidaires et des organisations étudiantes dont l'Unef) dans un communiqué commun. Les organisations appellent aux mobilisations et à la grève ce mardi 18 octobre *« pour l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, l'amélioration des conditions de vie et d'études »*.

Mobilisations interprofessionnelles

Salarié.e.s RATP, cheminots, enseignant.e.s [#], mais aussi chauffeurs routiers ont confirmé leur participation au mouvement de grève à partir de mardi. D'autres secteurs, déjà en grève, devraient poursuivre leur mouvement, à l'exemple des salariés des centrales nucléaires EDF et des employés de Pôle emploi, ou encore au théâtre de l'Odéon, dont le personnel est en grève depuis le 30 septembre. À Lyon, un rassemblement aura lieu à 16 h 30 sur le parvis de l'opéra [#] à l'initiative des professionnels du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel. Des appels à bloquer des lycées circulent également sur les réseaux sociaux.

À Paris, une manifestation est prévue place d'Italie à 14 h à l'initiative de la CGT Île-de-France. Des rassemblements sont prévus aussi dans toute la France (voir la carte des mobilisations [#]).



Mobilisations du 18 octobre

La fédération syndicale Solidaires appelle à une grève sur l'ensemble du territoire tout en incitant à des assemblées générales de reconduction pour prolonger le mouvement.

« C'est dans tous les secteurs que les réponses aux attentes salariales sont largement insuffisantes. Que ce soient les négociations annuelles collectives qui aboutissent à des

augmentations inférieures à l'inflation, ou le relèvement minime du point d'indice dans la fonction publique, des pensions, des bourses et des minima sociaux qui ne compensent pas les années de gel », défend [#] Solidaires.

Selon l'Insee, les prix à la consommation ont augmenté de 5,6 % en septembre contre 5,9 % au mois d'août [#]. Mais derrière cette décélération apparente, les prix de l'alimentation ont encore augmenté de 9,9 % en septembre, après une hausse de 7,9 % en août. Autre enjeu pointé par certains syndicats : la question des retraites, qu'Emmanuel Macron veut relancer.

À l'origine, la réquisition des raffineurs

C'est aussi la réquisition des grévistes des raffineries TotalEnergies et Esso-ExxonMobil, en grève depuis le 27 septembre, qui a conduit à cette grève interprofessionnelle.

Vendredi 14 octobre, le tribunal administratif de Rouen a rejeté le recours en référé de la CGT [#] à la suite des réquisitions de quatre salariés de la raffinerie de Port-Jérôme-sur-Seine (Seine-Maritime), au motif que cette dernière présente un « *caractère nécessaire pour prévenir les risques d'atteinte à l'ordre public eu égard à la durée des défaillances d'approvisionnement causées par la grève* ».

« Cette procédure [la réquisition des raffineurs, ndlr], déjà condamnée par l'Organisation internationale du travail, constitue une atteinte inacceptable au droit constitutionnel de grève et aux libertés fondamentales », défendent les syndicats dans leur texte conjoint.

Dans les raffineries Esso-ExxonMobil, la grève a pris fin vendredi. La direction de l'entreprise états-unienne a affirmé avoir conclu un accord [#] avec la CFE-CGC et la CFDT autour pour une hausse de 6,5 % des salaires. Mais le mouvement continue sur les sites de Total, même après l'accord signé jeudi entre la direction de TotalEnergies et les syndicats CFDT et CFTC. Le texte prévoit une hausse de 5% à 7% des rémunérations (salaires et primes individuelles). La CGT ne l'a pas signé et demande une hausse de 10 % pour répondre à l'inflation.

Maÿlis Dudouet

Photo d'illustration : Lors de la mobilisation de la raffinerie de Donges en 2016/©

Laurent Guizard